

Unité bi-départementale du Calvados et de la Manche

Caen, le 29/01/2024

1 rue Recteur Daure
CS 60040 – 14006 CAEN cedex 1
Tél : 02 50 01 83 00 – Fax : 02 50 01 85 90
ubdcm.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE FROMAGERE D'ORBEC

8 rue de Vimoutiers
14290 Orbec

Références : AP/2024-056
Code AIOT : 0005303657

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2023 dans l'établissement SOCIETE FROMAGERE D'ORBEC implanté 8 rue de Vimoutiers 14290 Orbec. L'inspection a été annoncée le 10/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE FROMAGERE D'ORBEC
- 8 rue de Vimoutiers 14290 Orbec
- Code AIOT : 0005303657
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Fromagère d'Orbec, spécialisée dans la fabrication de camemberts, est une filiale du groupe LACTALIS.
L'activité sur le site a commencé en 1958.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Consommation en eau
- Réglementation IED

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Actions sécheresse 2022 / 2023	Lettre du 12/08/2022	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Audit EAU	Lettre du 17/10/2022, article -	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Réexamen IED - BREF FDM	Arrêté Ministériel du 27/02/2020	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan de continuité d'activité	Lettre du 17/10/2022, article -	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a engagé des actions de réduction de la consommation en eau, qu'il convient d'approfondir.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Lettre du 12/08/2022
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le courrier du préfet du Calvados du 12 août 2022 a demandé, quelque soit le seuil atteint dans le département, au secteur industriel (hors secteur virois qui avait été destinataire d'un courrier du 5 août 2022) de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels ; • reporter les opérations exceptionnelles, essais ou modifications de procédés générateurs d'une surconsommation en eau ou générateurs d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production, à la maintenance ou au maintien du niveau de sécurité ; • transmettre à l'inspection des installations classées (DREAL ou DDPP) vos besoins prévisionnels en eau pour les quatre semaines suivant la publication de l'arrêté préfectoral. Cette information est renouvelée toutes les quatre semaines ; • transmettre hebdomadairement à l'inspection des installations classées (DREAL ou DDPP) les volumes d'eau consommée et les pics de consommations ; • le cas échéant, mettre en place un suivi renforcé du fonctionnement de votre station d'épuration interne afin de réduire l'impact sur le milieu et les risques de pollution accidentelle ; • étudier la possibilité d'un fonctionnement dégradé de vos installations, avec une réduction globale au minimum de 20 % de la consommation en eau traditionnellement relevée. Vous ferez part des gains que vous avez obtenus ou que vous comptez atteindre (en m³/j et en %) en matière de consommation d'eau par type d'usage et en différenciant leur origine (eaux d'adduction potable, eaux de surface et eaux souterraines).
<p>Constats :</p> <p>En 2022, le secteur de La Touques dans lequel se situe la Société Fromagère d'Orbec a été placé en vigilance sécheresse.</p> <p>Par conséquent, seules des mesures de sensibilisation du personnel et de limitation/report d'opérations exceptionnelles ou non liées à la production ont été réalisées.</p> <p>Cependant, d'autres secteurs du Calvados ont été placés en alerte renforcée et même en crise sécheresse.</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé que ces épisodes de sécheresse sont potentiellement susceptibles de se reproduire dans les prochaines années, et que le secteur industriel devait s'y préparer.</p> <p>La Société Fromagère d'Orbec est alimentée par un forage privé situé sous un bâtiment du site. Afin de mieux appréhender la situation hydrique au niveau du site, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous 3 mois, d'étudier la possibilité d'instrumenter le forage pour suivre la hauteur de nappe.</p>
<p>Observations :</p> <p>En 2023, le secteur de La Touques a été placé, au maximum, en alerte sécheresse.</p> <p>Le site a transmis ses consommations hebdomadaires durant toute la période d'alerte et a globalement respecté la restriction des consommations d'eau de 5% par rapport à la consommation de référence conformément à l'arrêté cadre sécheresse du Calvados du 16 juin 2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan de continuité d'activité

Référence réglementaire : Lettre du 17/10/2022, article -
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de continuité d'activité
Prescription contrôlée : Par lettre préfectorale du 17 octobre 2022, il a été demandé aux industriels consommant plus de 200 000 m ³ /an de rédiger des plans de continuités d'activité, étudiant différents modes dégradés en matière de consommation en eau avec des diminutions de la consommation de -20%, -50 %, -80 % et -100 % pour vos établissements avant février 2023. Vous transmettez lesdits plans de continuité à l'inspection des installations classées (DREAL ou DDPP) accompagnés des conséquences prévisibles (économiques, sociales, industrielles...).
Constats : Le site d'Orbec fonctionne 7j/7 pour la réception du lait et 3 à 3,5j par semaine pour la transformation. L'exploitant a fourni son plan de continuité d'activité (PCA) le 24/02/2023. Ce document est perfectible ; il doit être complété en décrivant les actions réalisées en matière d'économie d'eau sur le site et en précisant le devenir du lait en cas de limitation de l'activité du site voire l'arrêt complet. Lors de l'inspection, la remise de ces compléments a été demandée pour la fin mai 2023. Le PCA complété a été transmis par courrier du 23 mai 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Audit EAU

Référence réglementaire : Lettre du 17/10/2022, article -
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Par lettre préfectorale du 17 octobre 2022, il a été demandé aux industriels consommant plus de 200 000 m ³ /an qui n'auraient pas encore réalisé d'audit approfondi de la gestion de l'eau, de le réaliser avant février 2023. Ces audits seront réalisés préférentiellement par des bureaux d'études spécialisés.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que l'audit Eau était en pause à cause de problèmes survenus pendant l'étude. Le site d'Orbec traite le lait (pasteurisation et écrémage) pour deux autres sites voisins du groupe Lactalis. Par conséquent, l'indicateur de consommation spécifique retenu est le ratio litre d'eau par litre de lait traité. Les actions mises en oeuvre ou prévues sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">- communication mensuelle sur le sujet eau et sensibilisation du personnel,- investigation pour optimisation éventuelle sur les installations de nettoyage en place (NEP) et le tunnel de lavage,- remise en état de l'ensemble des automates du site entre 2022 et 2025 (automates de l'atelier réception (REP) en 2023).

<p>L'audit Eau a été transmis par courrier du 19 décembre 2023.</p> <p>Cette étude identifie 2 postes importants de consommations d'eau (NEP Lait et tunnel de lavage des blocs moules) et propose :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des améliorations du programme de surveillance, - la mise en place d'indicateurs, - 11 actions possibles placées dans une matrice de décision. <p>L'inspection des installations classées demande, à l'exploitant de préciser les actions retenues (suite à l'audit et aux autres investigations), les économies d'eau envisagées et leurs échéances de réalisation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Réexamen IED - BREF FDM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques, compatibilité aux MTD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prescriptions de l'annexe du présent arrêté sont applicables aux installations classées au titre d'une ou plusieurs rubriques listées à l'article 1er, autorisées avant le 5 décembre 2019, dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives à la rubrique principale prévues à l'article R. 515-61 sont celles de la décision d'exécution 2019/2031, au 4 décembre 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dossier de réexamen a été transmis par courrier du 4/12/2020.</p> <p>Afin d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD 1 du BREF FDM consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME).</p> <p>La Société Fromagère d'Orbec s'est engagée à être certifiée ISO 14001 pour décembre 2023. L'audit de certification a été réalisé en septembre 2023. L'inspection des installations classées demande, à l'exploitant, de transmettre l'attestation de certification.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté le remplacement des groupes froids utilisant des gaz à effet de serre fluorés par des installations de production de froid fonctionnant au HFO (HydroFluoro-Oléfines), fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire.</p> <p>Cette modification des installations permet également la mise à l'arrêt définitif du prélèvement dans les eaux de surface pour le refroidissement en circuit ouvert de ses installations. Le démontage de la prise d'eau et la fermeture du rejet associé ont été vérifiés sur site.</p> <p>Le rapport de base établi dans le cadre du réexamen recommande une seconde campagne de prélèvements des eaux souterraines en période de hautes eaux (mars/avril) afin de confirmer l'absence de migrations des pollutions.</p> <p>L'exploitant indique avoir réalisé ces analyses. L'inspection des installations classées demande leur transmission.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois